

Cayenne le 15/12/2017

BOYCOTT du CTL du VENDREDI 15 DECEMBRE 2017 MOTION

Monsieur le Président,

Le CTL de ce jour est consacré essentiellement aux suppressions d'emplois.

La déclinaison locale du volet emploi du PLF 2018 envisage pour la Guyane la suppression/redéploiement de 3 ETP de catégorie B administratif, 3 ETP catégorie B géomètres et 1 ETP catégorie C administratif.

Après la suppression d'un poste de géomètre en 2015, la DRFIP propose aujourd'hui à la Direction Générale d'en supprimer 3 de plus en les transférant à une cellule Outre-Mer située au SDNC à 8.000 km de la Guyane dans le but d'effectuer du TRAVAIL A DISTANCE.

Cette externalisation est CONTRAIRE à la mission première des géomètres qui effectuent essentiellement des missions sur le terrain.

Il est impossible de réaliser les travaux cadastraux (mission de conservation du plan cadastral qui n'est plus du tout assuré sur le territoire...) ainsi que le traitement du contentieux à partir du bureau.

Actuellement le Cadastre est le plus sinistré de France et votre projet revient à FAIRE DISPARAITRE LA MISSION CADASTRALE EN GUYANE.

LE TRAVAIL A DISTANCE N'EST PAS LA SOLUTION A L'ABSENCE DE MISE A JOUR DES BASES DES COLLECTIVITES ET VA GENERER DE NOMBREUX CONTENTIEUX QUE 2 GEOMETRES NE POURRONT A EUX SEULS RESORBER.

La DRFIP n'a rien mis en œuvre pour pourvoir les postes vacants de géomètres en Guyane (notamment l'accompagnement des jeunes pour la réussite aux concours) : c'est une volonté délibérée d'externaliser la mission et à terme la privatiser.

Par ailleurs, la DRFIP poursuit sa politique de démantèlement du service public en Guyane :

- envers les usagers par le transfert de la prise en charge et du recouvrement des Recettes Non Fiscales en métropole,
- envers les agents : par le transfert de la gestion de la paye au CSRH.

Enfin, la gestion des informaticiens par la DISI Sud-Est est un signe annonciateur des changements à venir : une gestion administrative déshumanisée distante de 8.000 km avec un décalage horaire de 5 heures.

**LES ORGANISATIONS SYNDICALES SOUS-SIGNEES EXIGENT LE
RETRAIT PUR ET SIMPLE DU VOLET SUPPRESSIONS
D'EMPLOIS.**